

Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **146 (2001)**

Heft 12

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

SOMMAIRE

Décembre 2001

	Pages
Editorial	
■ La police doit-elle protéger l'armée?	3
Situation politico-militaire	
■ Le grand reclassement	6
■ Risques et menaces en ce début de XXI ^e siècle (1)	11
■ Revue critique à «l'Age du chaos»	18
Fortifications	
■ La ligne Bar-Lev	24
Armée XXI	
■ Tenir à un fil ne suffira pas!	30
Protection de la population	
■ Coût et comparaison au niveau international	33
Histoire	
■ Echec des réformes militaires en Suisse aux XVII ^e et XVIII ^e siècles (1)	38
Musées	
■ Le Musée royal de Delft	44
Comptes rendus	
■ Livres à offrir ou à se faire offrir	47
Nouvelles brèves	
Revue des revues	
55	
SSO: Comité central	
I-II	
RMS-Défense Vaud	
III-VI	

En Suisse, la police doit-elle garder et protéger l'armée?

Au début du mois d'août dernier, des recrues et des sous-officiers sont tabassés à Aarau et, un dimanche soir, à Payerne devant la gare, par des jeunes, pour la plupart connus des services de police. A Aarau, la police a dénombré 9 agresseurs, 6 Turcs, 2 Bosniaques et 1 Irakien, armés, semble-t-il, de battes de base-ball et de barres de fer; à Payerne, 1 Portugais, 1 Italien et 1 Vaudois.

A aucun moment, les militaires n'ont provoqué leurs agresseurs. Sept des soldats sont blessés; une des victimes rapporte que son agresseur n'a pas supporté son regard! Un autre soldat est tombé à terre, après avoir reçu un coup de pied dans les parties, ses agresseurs s'acharnant sur lui jusqu'à ce qu'il perde connaissance...

Il y a quelques années à Genève, le gros des forces de la police cantonale avait à peine suffi à protéger le défilé du régiment d'infanterie 3 contre des groupes organisés de manifestants très violents. Le *Quotidien jurassien* titrait à l'époque: «L'armée sème le désordre à Genève». A en perdre tous ses points de repère!

A une époque où la mode est aux engagements subsidiaires, on peut se demander si c'est à la police de défendre l'armée ou à l'armée de renforcer la police.

En Suisse comme partout en Occident, on note une aggravation du vandalisme, de la violence de jeunes qui ont perdu tout repère, des actions de groupuscules extrémistes, d'une

délinquance généralisée et impunie, que la terminologie «politiquement correcte» désigne par le terme euphémique «d'incivilités». Le phénomène touche surtout les zones urbaines. C'est bien connu.

Les «incidents» civilo-militaires d'Aarau et de Payerne amènent pourtant à se poser des questions. Nos soldats, qui apprennent à défendre le territoire national et à être engagés dans des opérations de maintien de la paix, sont-ils à même, dans la rue, de faire face à des agressions? Peuvent-ils vraiment utiliser leur droit de légitime défense? Qu'en est-il des compétences de la garde de police, alors que les unités pratiquent depuis longtemps la garde avec munitions de combat?

Que se serait-il passé si, par hasard, les jeunes en uniforme avaient réagi et «neutralisé» leurs agresseurs, avant de les livrer à la police? Et si, au cours de leur riposte, ils leur avaient infligé quelques plaies et bosses, comment auraient réagi les médias? Le chœur des journalistes aurait-il affirmé que l'instruction militaire provoque